

# Octobre 1917 : révolution dans les relations internationales. Les trois leviers de la politique étrangère soviétique

Ferro

## Abstract

October 1917 : a Revolution in International Relations, by Marc Ferro

1917 : Whereas Europe sank into the depths of war, the czars' empire fell over into a new world, that of Marxism-Leninism. Relinquishing the role of spreading the révolution outside the USSR's borders, the Soviet leaders brought three major changes in international relations : a questioning -although rather limited - of traditional diplomacy, the use of national communist parties in the management of foreign affairs, and a true nationalities policy allowing the right to self-determination.

## Résumé

1917 : tandis que l'Europe s'enfoncé dans la guerre, l'empire des tsars bascule dans un nouveau monde, celui du marxisme-léninisme. Renonçant à étendre la révolution hors de leurs frontières, les dirigeants soviétiques apportent trois changements majeurs dans les relations internationales : une remise en cause — plutôt limitée — de la diplomatie traditionnelle, l'utilisation des partis communistes nationaux dans la gestion des relations extérieures, et une véritable politique des nationalités prônant le droit à l'autodétermination.

---

## Citer ce document / Cite this document :

Ferro. Octobre 1917 : révolution dans les relations internationales. Les trois leviers de la politique étrangère soviétique. In: Politique étrangère, n°3-4 - 2000 - 65<sup>e</sup>année. pp. 855-860;

doi : <https://doi.org/10.3406/polit.2000.4989>

[https://www.persee.fr/doc/polit\\_0032-342x\\_2000\\_num\\_65\\_3\\_4989](https://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_2000_num_65_3_4989)

---

Fichier pdf généré le 13/04/2018

Marc FERRO

## Octobre 1917 : révolution dans les relations internationales. Les trois leviers de la politique étrangère soviétique

*1917 : tandis que l'Europe s'enfonce dans la guerre, l'empire des tsars bascule dans un nouveau monde, celui du marxisme-léninisme. Renonçant à étendre la révolution hors de leurs frontières, les dirigeants soviétiques apportent trois changements majeurs dans les relations internationales : une remise en cause – plutôt limitée – de la diplomatie traditionnelle, l'utilisation des partis communistes nationaux dans la gestion des relations extérieures, et une véritable politique des nationalités prônant le droit à l'autodétermination.*

Politique étrangère

**E**n octobre 1917, l'action de Lénine se situa dans le cadre d'une victoire de la révolution en Europe. La paix révolutionnaire devait être contagieuse, et c'est pour cela que les bolcheviks adressèrent leur appel à tous les belligérants et pas seulement aux puissances centrales. À Stockholm, un appel de la gauche du mouvement de Zimmerwald, rédigé par Karl Radek et cosigné par les bolcheviks et par le Comité socialiste international, invitait les soldats de tous les pays à mettre bas les armes et tous les prolétaires à se joindre à la révolution russe.

Dans la pratique, l'application de ces principes tout comme la poursuite de ces objectifs passèrent par la manipulation de trois leviers : la diplomatie du nouvel État soviétique, la liaison du parti bolchevique avec les partis révolutionnaires de tous les autres pays, et la politique soviétique des nationalités. Le lien spécifique entre les modes d'action propres à ces trois champs de l'activité des soviets constitue l'une des

innovations majeures que la révolution d'octobre a apportées aux relations internationales.

À dire vrai – premier levier – les bolcheviks jugeaient que la notion même de diplomatie, de relations entre États, serait bientôt remise en cause et même, à la limite, que celles-ci seraient destinées à disparaître. « *Je lancerai quelques proclamations, et je fermerai boutique* », disait Trotski, commissaire du peuple aux Affaires étrangères. Dans la réalité, on sait qu'il en alla autrement à cause de « *l'immobilité de cadavre du prolétariat allemand* » : il n'y eut de soulèvement révolutionnaire ni en Allemagne ni ailleurs en Europe, et les pourparlers de Brest-Litovsk achevèrent de tromper les espoirs de ceux qui en attendaient un. Mieux valait une paix catastrophique qu'une progression des armées de Guillaume II de Riga vers Petrograd... Dans ce contexte, la sauvegarde de l'État soviétique était devenue une nécessité prioritaire : plus tard, en août 1918, menacée par les Blancs et les Alliés, la République soviétique échangea même une aide militaire allemande contre une abstention de faire de la propagande dans les États des puissances centrales. Il s'agissait d'un accord secret, alors que Trotski avait affirmé qu'une fois au pouvoir les bolcheviks renonceraient à cette forme de diplomatie.

Aussi, bien avant Staline, Lénine et Trotski estimaient-ils déjà nécessaire de sacrifier la révolution européenne à la sauvegarde de leur propre régime. Selon l'expression fameuse de Boukharine, « *la diplomatie soviétique naissait sur un tas de fumier* ».

### **Partis communistes et nationalités**

Le deuxième levier de la politique étrangère du nouveau régime fut l'action de la gauche des partis socialistes et social-démocrates. Celle-ci, héritière du mouvement de Zimmerwald né en 1915, avait échoué dans sa tentative de réunir la conférence intersocialiste de Stockholm. Une « gauche zimmerwaldienne », animée par des bolcheviks russes, Balabanova, Sirola et quelques autres, se détacha du mouvement zimmerwaldien dont les autres membres rejoignirent la « vieille maison » de la II<sup>e</sup> Internationale : l'appel de Karl Radek mit les Zimmerwaldiens à la merci des autorités de leur pays. Ils jugèrent aussi qu'agir de cette manière revenait à faire passer l'intérêt des dirigeants soviétiques avant ceux du prolétariat européen. Lénine, d'ailleurs, voulut créer avec les scissionnistes une III<sup>e</sup> Internationale – ce qu'elle devint un peu plus

tard. Mais il faut remarquer que, dès l'origine, il y eut au sein de celle-ci une confusion des pouvoirs et des fonctions, puisque sa création ne fut pas le fait de partis politiques, et pas davantage du parti bolchevique russe, mais d'une instance gouvernementale de l'État soviétique. Plus tard, lorsque la III<sup>e</sup> Internationale – le Komintern – fut créée, et que firent scission d'avec le parti socialiste, dans chaque pays, des partis communistes, ceux-ci devinrent le bras agissant de l'État soviétique, influant de façon inédite sur la politique intérieure de leur propre pays.

Le troisième levier de la politique étrangère soviétique, la politique des nationalités pouvait, bien qu'appliquée à l'intérieur de la Russie, s'étendre aussi à l'extérieur. Confrontés au problème national depuis près de vingt ans, et compte tenu de leurs croyances sur le caractère du problème national, les bolcheviks s'étaient longtemps enfermés dans une insoluble contradiction : ou bien ils reconnaissaient les droits des nations à l'autodétermination, et l'ancien État russe se décomposerait ; ou bien ils subordonnaient ce droit à l'accomplissement de la révolution, et l'unité du mouvement demeurerait illusoire, même en Russie, comme le montra la crise des relations entre le parti social-démocrate russe et le Bund, ou entre la POSDR et la SD d'Arménie.

Lénine entendit surmonter cette contradiction. Sur le fond, comme l'a bien montré Georges Haupt, il demeurait proche des marxistes orthodoxes, qu'ils fussent kautskistes ou luxembourgistes, qui refusait de considérer la nation comme une entité homogène et analysaient sa constitution, sa formation, son devenir en termes de classe et de culture. Toutefois, voulant à la fois utiliser la force dissolvante de l'élan national et garantir l'avenir d'un grand État, seul capable selon lui de résoudre les problèmes modernes du développement économique, Lénine retourna entièrement la position tactique de son parti, en en définissant les principes dans ses thèses sur le droit des peuples à l'autodétermination. L'objectif était de supprimer les liens de la contrainte entre les nations, sans pour autant que le droit au divorce impliquât la nécessité de celui-ci. Selon Lénine, seule cette attitude permettrait à la fois de mettre fin à la méfiance qui divisait les Russes et les non-Russes, tout en rendant possible une réunion ultérieure sous l'égide des organisations d'avant-garde des deux nations. Ainsi, la nation demeurait « *une catégorie provisoire que l'on doit utiliser à seule fin de la faire ensuite disparaître* ».

### **De la Finlande au coup de Prague**

Le cas de la Finlande permet de vérifier comment ont fonctionné ces trois leviers. En 1917, les Finnois, comme les Polonais, réclamèrent leur indépendance. Le gouvernement provisoire fit entendre que cette revendication serait soumise à la future assemblée constituante, où les Russes seraient nécessairement majoritaires : ce fut la rupture, alors que les Finnois, même internationalistes, tel V. Sirola, ne demandaient plus que la reconnaissance de leur souveraineté... Après la révolution d'Octobre, le pouvoir bolchevik fut embarrassé. S'il reconnaissait le droit à l'autodétermination de la Finlande, suivant les principes définis par Lénine, celle-ci serait indépendante. « *Agissant contre sa propre volonté, donnant la liberté non à un peuple mais à sa bourgeoisie* », le gouvernement bolchevique reconnut donc cette indépendance (6 décembre 1917) – et les échanges diplomatiques suivirent.

Deuxième levier, l'extrême gauche finnoise, de tendance bolchevique, tenta, avec l'aide de la Garde rouge, de prendre le pouvoir. Aussitôt, un gouvernement soviétique finnois se constitua, que le gouvernement de Lénine reconnut, lui aussi, aussitôt. Mille soldats russes vinrent à son aide, tandis que le gouvernement légal faisait appel aux Allemands. On était alors en pleine négociation de Brest-Litovsk. Le général Mannerheim et les Allemands brisèrent les forces de ce contre-gouvernement dans le sang. Au traité de mars 1918, on reconnut une co-citoyenneté russo-finnoise ; et un parti communiste finnois naquit en exil : une traite sur l'avenir.

Troisième levier : un mouvement séparatiste se constitua en Carélie finnoise, stimulé par les Soviets. Parallèlement, au nom du droit des masses à l'autodétermination, la partie russe de la Carélie fut promue au statut de république soviétique : ainsi se constitua une unité territoriale finno-carélienne qui revendiquait la partie finnoise de la Carélie.

Ces rapports semblèrent clos au début des années trente. Mais ils se ravivèrent en 1939, sous la pression du gouvernement de Moscou, qui craignait la pénétration allemande en Finlande, avec l'intervention du parti communiste finnois de O. Kuusinem – levier n° 2 – et avec une nouvelle revendication des Caréliens en faveur de Moscou. C'était la guerre. Ce triple jeu reprit en 1948 avec un coup de Prague manqué : une autre histoire.

On retrouva encore ce modèle aux frontières du Caucase, avec le cas de l'Azerbaïdjan, sauf que l'indépendance de ce pays était aussi ancienne que l'Histoire.

Ces trois leviers, pris isolément ou combinés entre eux, furent à l'origine de différents succès ou échecs de la politique expansionniste de l'URSS ; étant admis que les dirigeants soviétiques, s'appuyant sur une conception « lénino-stalinienne », jugeaient inéluctable « le progrès de l'histoire », ce qui signifiait pour eux le passage au communisme ou la greffe sur l'Union soviétique, par annexion, rattachement ou autrement. Si tel était le « sens de l'Histoire » (*napravlenie* et *znacenie*), toute résistance à ce processus, aidé ou pas par l'URSS, ne pouvait être considérée que comme contre-révolutionnaire.

Le levier diplomatique fonctionna parfaitement *seul*, sans intervention des deux autres, lors de l'annexion des États baltes, de la Bessarabie et d'une partie de la Pologne, fruit des accords secrets du pacte germano-soviétique en 1939-1940. Il intervint aussi – rapport de forces aidant – lors de la division de l'Allemagne et de la neutralisation de l'Autriche, en 1945, et, plus encore, avec la présence des armées soviétiques lors de la soviétisation – Tchécoslovaquie exclue – des pays de l'Est. On peut juger également que la survie du régime de Castro, à Cuba, fut permise, pour une bonne part, par la crise diplomatique et militaire dite « crise des missiles », en 1962. Car en 1959, le parti communiste était en conflit ouvert avec « le mouvement du 26 juillet », et il se dressa contre l'« aventure » castriste. Le ralliement ultérieur de Castro au communisme fut lié, en réalité, aux conditions particulières de la lutte contre les Américains, mais en rien le parti communiste ne joua un rôle dans le renversement de Batista, et il fut même mis hors-la-loi par Castro lui-même.

L'intervention active des partis communistes, à côté du levier diplomatique, se trouva illustrée en Chine, où un accord entre Ioffe et Sun Yat-sen, en janvier 1923, inaugura une alliance qui se transforma en rupture à l'époque de la commune de Canton et de Tchang Kai-chek, en 1927.

Quant à l'intervention du Komintern et du parti, et d'eux seuls, elle fut un échec en Allemagne, entre 1918 et 1923, tout comme échoua en Pologne, en 1920, une révolution venue du dehors – *izvne* –, « aidée » par l'armée soviétique, un échec qu'avait d'ailleurs prédit Radek.

Auparavant, avec le cas de la Mongolie extérieure, s'était mis en place un processus de soviétisation original, combinant les leviers n° 2 et n° 3 – et eux seuls –, et qui devait servir ensuite de modèle à ce qui allait se passer, avec ou sans succès, en Europe orientale, en 1940 et après 1945.

La première étape fut l'organisation d'un parti révolutionnaire en Mongolie extérieure avec l'aide d'un agent du Komintern, S. Borisov ; la deuxième fut l'occupation du pays par des troupes « blanches », bouriates et japonaises, ce qui permit aux Soviétiques de dire leur volonté, de « libérer » le pays et de créer un gouvernement en exil (technique que l'on retrouva en Pologne, en 1943) ; puis il se créa en territoire soviétique une armée mongole qui envahit la Mongolie et remplaça le gouvernement local par une formation de large coalition. Des conseillers militaires russes, bouriates et mongols y occupèrent les places stratégiques, et, en 1924, le pays fut nommé « république populaire » (et non pas soviétique). Bientôt « purgée » des éléments non conformes, cette république devint à son tour, ultérieurement, soviétique.

Ainsi retrouve-t-on ici un modèle dont s'inspirèrent les Soviétiques, après 1945, en Europe orientale – le Kominform prenant la relève du Komintern, et les troupes soviétiques cautionnant par leur présence les initiatives des communistes, encouragées ou non par Staline – sauf à Prague, en 1948, où, sans ces troupes, les communistes de Gottwald réussirent un « coup plus élégant ». Autant d'exemples qui permirent de construire, surtout aux temps du Komintern puis du Kominform, une « grammaire des relations internationales » inédite, et qui, depuis 1989, n'a bien sûr plus cours. Encore faut-il rappeler que cette « grammaire » connut une exception : la Grèce, car, après les « accords » dits de Yalta, Moscou lâcha l'insurrection des communistes grecs, en 1946-1948 – comme, en 1927, Staline avait lâché les communistes de Canton.